CE MONDE QUI BOUGE

Hamrouche, Sadi, ou comment stopper le train du 4e mandat

Par Hassane Zerrouky

Ces derniers jours, il a été beaucoup question de Mouloud Hamrouche. Face à l'obstination d'Abdelaziz Bouteflika à se maintenir au pouvoir au nom d'une stabilité qui n'est rien d'autre qu'un refus de l'alternance au pouvoir, l'ex-Premier ministre réformateur a publié un texte, court, dans lequel il a choisi d'interpeller l'armée qui est au cœur du pouvoir politique depuis 1965. Il a rappelé aux responsables de l'institution militaire que «la renaissance» de l'«identité algérienne» et le «projet national ont été cristallisés, abrités et défendus, successivement, par l'Armée de libération nationale, puis, l'Armée nationale populaire», ainsi que «la promesse d'édifier un État moderne qui survit aux hommes, aux gouvernements et aux crises» ou encore «l'engagement pris de poursuivre le processus démocratique...» Avant de souligner, je cite : «Nos constituants sociaux ne peuvent s'accommoder de pouvoir souverain sans contre-pouvoir. Il ne peut y avoir d'exercice d'un pouvoir d'autorité ou de mission sans habilitation par la loi et sans un contrôle. Il y va de l'intérêt et de la sécurité de l'Algérie, de tous les Algériens et de toutes les régions du pays.

C'est à ces conditions, que notre Armée nationale populaire assurera sa mission plus aisément et efficacement et nos institutions constitutionnelles assumeront clairement leurs rôles et fonctions.» Avec le recul, j'avoue que ce texte, dans lequel il pointe de vrais problèmes, m'a laissé un peu perplexe. Il a provoqué des commentaire favorables. Mais le débat, resté circonscrit aux médias et dans une moindre mesure aux réseaux sociaux, n'a pas provoqué le déclic attendu. On ne sait pas non plus comment il a été perçu par ceux à qui il était adressé, à savoir l'armée, à qui Mouloud Hamrouche semble s'en remettre pour aider à dénouer la crise afin de sortir de l'impasse politique actuelle. Le reproche que lui font de nombreux Algériens, celui d'avoir attendu 15 ans avant de sortir prudemment du silence dans lequel il s'était muré, importe peu. Même si les occasions n'ont pas manqué depuis 2004 pour que Mouloud Hamrouche se positionne, j'en veux pour exemple ces nombreuses alertes pointant les impasses sociales et politiques auxquelles a été confrontée l'Algérie (elle l'est toujours) ces dernières années. Le fait implicite mais saillant de ce texte est que l'ex-Premier ministre se pose en recours du système et non contre le système.

Subodorant une réaction des gens auxquels s'est adressé Mouloud Hamrouche, le Président sortant (ou ceux qui le conseillent) lui a grillé la politesse en annonçant sa candidature, lui, qui, un certain 8 mai 2012, avait déclaré que le temps était venu de laisser la place ! Si le Président maintient sa candidature, il est certain qu'il n'acceptera pas d'être battu. Les ouvriers et tâcherons du système y veilleront. Reste qu'il n'est pas trop tard pour que Bouteflika y renonce d'autant qu'on ne sait pas s'il a réellement retiré le dossier de candidature. Le chef de l'Etat sait que sa candidature est une source de tensions comme l'a illustré le conflit Saâdani-DRS. Il sait que l'Algérie de 2014 n'a plus rien à voir avec celle de 1999. Le paysage politique a évolué. L'alliance présidentielle sur laquelle s'appuyait son pouvoir n'existe plus. Le contexte régional et arabe n'est plus le même.

Et ailleurs, en Ukraine, des dirigeants sourds au changement ont été balayés. Contrairement à Hamrouche, Saïd Sadi, qui a tenté l'expérience de faire évoluer le système de l'intérieur quand le RCD participait au premier gouvernement formé sous le premier mandat de Bouteflika, a estimé lundi dernier que la seule chose restant à faire est de «disqualifier cette élection présidentielle par une abstention massive. Il propose «un processus ordonné de sortie du système». Comment ? Par la mise en place d'un «collège de personnalités nationales qui ne peuvent pas concourir à des postes de responsabilité», qui se chargerait de l'élaboration d'une nouvelle Constitution «consensuelle puis de l'organisation des élections présidentielle et législatives. Et ce, dans le cadre d'un dialogue national associant le pouvoir actuel.»

A l'évidence, l'Algérie ne peut rester l'otage d'un système politique qui n'a pas été capable malgré les centaines de milliards de dollars engrangés en 15 ans de construire une économie productive, de sortir d'une vision du développement axé exclusivement sur la logique du tout-pétrole ; une logique génératrice de surcroît d'une corruption ayant atteint un niveau sans précédent comme l'illustre le scandale de Sonatrach, objet d'une enquête du parquet de Milan.

H. Z.

LA GUERRE MÉDIATIQUE FAIT RAGE

Les pro-quatrième mandat à court d'arguments

Sur les plateaux de télévision, les «pro-quatrième mandat» sont à court d'arguments face à leurs adversaires. La guerre médiatique qui sévit actuellement tourne au profit des anti-Bouteflika.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Amira Bouraoui a encore frappé ! Après avoir tenu le premier rassemblement contre un quatrième mandat, le docteur Bouraoui a crié sa colère, hier soir, sur le plateau d'Echourouk TV. Face à elle, Akila Rabhi, députée du Front de libération nationale chargée de défendre Abdelaziz Bouteflika.

La parlementaire débute sa prestation par un geste surréaliste : elle pose sur la table une photo du chef de l'Etat. Amira Bouraoui ouvre le débat en rappelant les conditions dans lesquelles la Constitution avait été amendée en 2008 pour permettre à Bouteflika de briguer un nouveau mandat.

«Les parlementaires ont déjà obtenu une augmentation de salaire pour piétiner la Constitution et vous voulez encore plus d'argent aujourd'hui. Le peuple est fatigué, vous ne pensez qu'à vos intérêts personnels et jamais à l'intérêt collectif.» Elle témoigne ensuite de la situation désastreuses des établissements de santé. «Je suis gynécologue-obstétricienne dans un hôpital public et je suis révolté de voir des femmes obligées de partager le même lit après avoir accouché alors que celui que vous soutenez se fait soigner au Val-de-Grâce.»

Akila Rabhi choisit le mépris pour contre-attaquer. «Et alors, vous vouliez peut-être qu'il aille se faire soigner à l'hôpital de Meftah !» Ce genre d'argument, les partisans d'un nouveau mandat en faveur de Abdelaziz Bouteflika n'hésitent pas à les décocher dès qu'ils sont confrontés à un contradicteur. L'exemple le plus marquant est sans nul doute celui de Rabah Brahimi, président du Front démocratique libre.

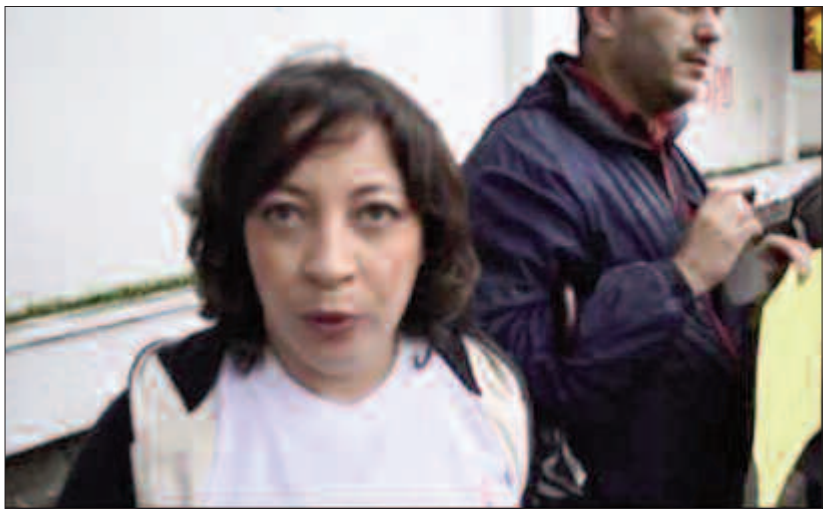

Photo : DR

Amira Bouraoui révoltée.

Déstabilisé par le blogueur Meziane Abane, il lance : «Je voterai pour Abdelaziz Bouteflika mort ou vivant.» Une sentence tragi-comique qui a fait le tour de la planète web. Contrairement à 2004, où l'essentiel de l'information était véhiculé par la presse écrite, l'élection présidentielle de 2014 se caractérise par une intense activité des nouvelles chaînes de télévision.

Une fois publiés, les débats politiques sont immédiatement mis en ligne sur les sites d'hébergement de vidéos, Youtube essentiellement, puis partagés sur les réseaux sociaux.

La disponibilité de la 3G a largement facilité la diffusion de ces informations sur les terminaux mobiles. Dépassé par la situation, le Front de libération nationale a décidé de réagir pour contrer «la campagne de dénigrement féroce qui vise le président d'honneur et les responsables du parti».

«Il est exigé des mouhafedhs qui disposent de cellules de communication de procéder à un suivi minutieux de tout ce qui est publié concernant le FLN dans les réseaux sociaux et si nécessaire, de réagir en conséquence», précise le responsable de la communication du Front de libération nationale dans une directive datée du 16 février.

T. H.

DIRECTION DE CAMPAGNE DU PRÉSIDENT-CANDIDAT

Abdelkader Ouali comme directeur provisoire

Dans l'attente qu'un responsable soit officiellement désigné, c'est l'ex-secrétaire général du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales qui chapeaute la direction de campagne du président-candidat Abdelaziz Bouteflika.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - L'information, nous la tenons d'un responsable d'un parti parmi ceux soutenant le chef de l'Etat pour une quatrième mandature de suite qui a tenu à préciser que Abdelkader Ouali, puisque c'est de lui qu'il s'agit, qui a été «remercié» dans le sillage du remaniement dans le corps des walis opéré par le président de la République le 24 octobre dernier, est le premier adjoint du directeur de campagne qui n'a pas été nommé et dont il assure les missions.

Une direction de campagne non encore officiellement installée, comme l'a, par ailleurs, confirmé le secrétaire général du MPA dans un entretien, hier, à nos confrères de TSA, soutenant ignorer qui sera à la tête de cette direction et quels en seront les membres, qui aurait élu domicile, toujours selon notre interlocuteur, dans une villa à Sidi-Yahia, sur les hauteurs de la capitale et dont la priorité des priorités, comme se contentera de l'affirmer la chargée à la communication au RND, Nouara Djaffar, est la collecte des signatures nécessaires à la validation de la candidature du président postulant à sa propre succession.

Photo : DR

Abdelkader Ouali, directeur de campagne de Bouteflika...

Et l'installation officielle de la direction de campagne interviendrait après le dépôt par le président de la République de son dossier de candidature auprès du Conseil constitutionnel, chose qui ne devra aller au-delà du 4 mars prochain à minuit.

Cette campagne de collecte menée de manière disparate par les partis partisans du président, dont notamment le RND, le FLN, le TAJ et le MPA, dont les premiers responsables se sont retrouvés avant-hier soir pour discuter justement de l'impérative coordination et de la meilleure manière de mener la campagne électorale, surtout que l'on ne sait toujours pas, comme le reconnaîtra Amara Benyounès, si le président-candidat la mènera lui-même.

Une chose est néanmoins certaine, que Bouteflika mène him-self ou pas la campagne électorale, le quatuor partisan s'y impliquera intensément, promet le chargé à la communication au sein du parti TAJ, à travers des meetings et des rencontres que Amara Benyounès, Amar Ghoul, Amar Saâdani et Abdelkader Bensalah, devront animer.

M. K.